



MARCHE N° M25-82-0005

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX
DU CENTRE NATIONAL DE LA DANSE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Le présent CCAP comporte 12 pages numérotées de 1 à 12

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	<i>Objet du marché</i>	3
1.2	<i>Procédure, forme et montants du marché</i>	3
ARTICLE II.	DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	3
2.1	<i>Définition et conditions d'exécution des prestations spécifiques au contrat</i>	3
2.3	<i>Conditions communes à l'ensemble des prestations</i>	3
ARTICLE III.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE IV.	DUREE DU MARCHÉ	5
4.1	<i>Durée du contrat</i>	5
4.2	<i>Délais d'exécution</i>	5
ARTICLE V.	DEFINITION DES INTERVENANTS	6
5.1	<i>Désignation des intervenants au CND</i>	6
5.2	<i>Désignation des représentants du titulaire</i>	6
5.3	<i>Informations et autres communications entre les parties</i>	7
ARTICLE VI.	PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ	7
6.1	<i>Contenu des prix</i>	7
6.2	<i>Détermination et variation des prix</i>	7
6.3	<i>Présentation des demandes de paiement</i>	8
6.4	<i>Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire</i>	9
6.5	<i>Avance</i>	9
ARTICLE VII.	OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION	9
ARTICLE VIII.	PENALITES	9
ARTICLE IX.	SOUS-TRAITANCE	9
9.1	<i>Désignation des sous-traitants</i>	9
9.2	<i>Paiement des sous-traitants</i>	10
ARTICLE X.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	10
ARTICLE XI.	DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS	10
11.1	<i>Documents exigibles au titre du code du travail</i>	10
11.2	<i>Attestation d'assurance</i>	11
ARTICLE XII.	MISE EN DEMEURE, RESILIATION	11
ARTICLE XIII.	LITIGES	12
ARTICLE XIV.	DEROGATIONS AU CCAG	12

ARTICLE I. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché public a pour objet des prestations de nettoyage des locaux du Centre national de la danse¹.

1.2 Procédure, forme et montants du marché

Le marché public, accord-cadre au sens de l'article L.2125-1 1° du Code de la commande publique², est :

- mono-attributaire ;
- exécuté à prix unitaires, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- conclu selon les montants minimum/maximum indiqués ci-dessous.

Montants du contrat	
Montant minimum :	Sans montant minimum
Montant maximum (annuel) :	130 000 €HT

Conditions d'émission/notification des bons de commande :

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence du marché public support ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- le prix unitaire et les quantités demandées ;
- le délai d'exécution ou la date limite de réalisation des prestations ;
- le montant hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Les bons de commande ont une durée de validité de six (6) mois.

Allotissement :

Le présent marché est à lot unique.

ARTICLE II. DEFINITION ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 Définition et conditions d'exécution des prestations spécifiques au contrat

Les prestations objet du marché concernent le nettoyage des locaux du CND à Pantin et ses conditions de réalisation sont définies au sein du CCTP.

Ces prestations seront réalisées après émission/notification d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, ce dernier se réserve la possibilité de demander, avant émission d'un bon de commande, un devis au titulaire afin de déterminer exactement, par application des prix unitaires fixés au sein du BPU le montant dudit bon de commande.

Conformément à l'article 3 du CCAG-FCS, toute notification au titulaire (bon de commande ou autre) faisant courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception de ladite notification (échanges dématérialisés du type courriels avec AR, recommandés avec AR, remises contre récépissés, télécopies avec AR).

2.3 Conditions communes à l'ensemble des prestations

2.3.1 Lieu de réalisation des prestations

Les prestations sont réalisées pour parties dans les locaux professionnels du titulaire et pour partie, dont diverses réunions de travail, à l'adresse suivante :

¹ Ci-après « le CND » ou « CND ».

² Ci-après CCPub.

2.3.2 Fournitures, matériels et matériaux à la charge du titulaire

L'ensemble des fournitures, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

La liste (non exhaustive) des produits et du matériel à fournir est détaillée dans le CCTP.

Par ailleurs, la fourniture des consommables sanitaires (papier essuie-main, savon et papier hygiénique) sont à la charge du CND et sont stockés dans le local mis à la disposition du titulaire.

2.3.3 Reprise du personnel

En application de [l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011](#), le titulaire garantit la continuité des contrats de travail et du maintien de l'emploi des salariés affectés sur place à l'exécution des prestations objet du marché.

Une liste du personnel à reprendre figure en annexe 1 du CCAP. Elle a été établie sur la base des éléments communiqués par l'actuel titulaire du marché et la responsabilité du CND ne saurait être engagée quant à l'exhaustivité des informations qui y sont contenues.

2.3.4 Mise en œuvre des prix unitaires « horaire »

Après détermination précise et objective de la prestation de service à réaliser, le pouvoir adjudicateur demande un devis préalablement à l'émission de tout bon de commande afin d'en arrêter le montant global, forfaitaire et définitif compte tenu de la nature technique, du volume et du périmètre des prestations à exécuter, mais également des délais, définis par le seul titulaire, nécessaires à sa complète réalisation. Le devis du titulaire, de même que le bon de commande notifié, soulignent, outre les quantités et les différents prix unitaires applicables, le montant global et forfaitaire ainsi que l'intitulé de la prestation finale commandée et attendue.

S'agissant des conditions d'intervention du titulaire¹ dans le cadre des prestations réalisées sur bon de commande, il est entendu entre les parties que le titulaire, en tant qu'employeur de la ou des personnes constitutives de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations², continuera d'encadrer, de surveiller et de diriger de manière exclusive les membres de ladite équipe dédiée, sans qu'aucun transfert d'autorité, de contrôle hiérarchique ou de lien de subordination ne soit constitué au bénéfice du CND.

Les membres de ladite équipe dédiée interviennent donc, réserves faites des nécessaires instructions prescrites notamment en matière d'hygiène et sécurité et autres modalités de coordinations sur site, en totale autonomie par rapport au pouvoir adjudicateur et sous les seuls ordres du titulaire. L'organisation du travail de l'équipe dédiée en charge de la prestation spécifique commandée ainsi que, le cas échéant, la définition des tâches de chacun en vue de la réalisation des prestations finales attendues telles que définies au sein du bon de commande notifié, relèvent du seul titulaire.

Le lien de subordination sera intégralement maintenu entre les membres de l'équipe dédiée et le seul titulaire pendant toute la durée du contrat de telle manière que :

- toutes les questions relatives aux droits, à la rémunération, à la gestion de la carrière et de l'emploi ou à l'exercice du pouvoir disciplinaire, étant entendu que ni le lieu, ni la qualification, ni la rémunération, ni la durée de travail ou la gestion des plannings des membres de l'équipe dédiée, ne sont modifiés par la mise en œuvre du présent marché public ou du bon de commande en question ;
- les conditions d'intervention de ladite équipe dédiée, relevant de la seule autorité et du seul contrôle du titulaire, n'entraînent aucune modification sur les contrats de travail respectifs des personnes la constituant.

¹ Ou, par extension, des membres de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations.

² Sauf cas particuliers de cotraitance/sous-traitance.

2.3.5 – Clauses environnementales

Dans une volonté de préservation de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du CCPUb en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental aux articles 3.2.2 et 3.2.4 du CCTP.

ARTICLE III. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021¹ (dénommé dans les pièces du marché « CCAG-FCS ») ;
- le mémoire technique du Titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les pièces du marché listées ci-dessus et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces dernières qui seules font foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE IV. DUREE DU MARCHÉ

4.1 Durée du contrat

La durée du contrat est de douze (12) mois :

- soit à compter du 01/09/2025 ;
- soit à compter du jour de notification au titulaire en cas de notification postérieure au 01/09/2025.

Il est reconductible trois (2) fois douze (12) mois dans la limite de quarante-huit (48) mois.

Ces reconductions se font de manière tacite. Le cas échéant, la non-reconduction du contrat sera notifiée au titulaire par décision expresse prise dans les deux mois précédant la fin de la période de validité en cours. Conformément à l'article R.2112-4 du CCPUb, le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

4.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est mentionné au sein du bon de commande émis/notifié.

Ce délai ou cette date est établi préalablement à l'émission du bon de commande et d'un commun accord entre les parties au contrat dans les conditions fixées aux articles 1.2, 2.1 et 5.3 du présent CCAP ; il est en outre arrêté compte tenu des quantités et de la nature des prestations commandées. Il est entendu que ce délai court à compter de la notification du bon de commande.

¹Consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

ARTICLE V. DEFINITION DES INTERVENANTS

5.1 Désignation des intervenants au CND

Le CND est donneur d'ordre pour les prestations objets du présent marché public. La représentation du CND est assurée par Madame Catherine Tsekenis, directrice générale, ou son (sa) délégataire.

M. Erell Bihan, responsable du bâtiment et des services généraux (direction de l'administration), assurera le suivi technique du contrat.

En cas de modification de ces interlocuteurs, le CND s'engage à indiquer au titulaire, le nom de la ou des personne(s) chargée(s) du suivi technique du contrat au sein de l'établissement. L'habilitation de nouveau(x) représentant(s) sera réalisée sans avenant.

Selon l'objet de la demande, toute correspondance du titulaire, relative au présent contrat, sera transmise à l'une des adresses suivantes :

Le suivi administratif du contrat est assuré par le juriste chargé de la commande publique de la Direction de l'administration (DA) :

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Service des marchés publics
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Le suivi financier du contrat est assuré par la direction financière du CND, direction de l'administration :

Centre national de la danse
Direction de l'administration (DA)
Direction financière
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

Les dépenses du contrat sont payées par l'Agent comptable du CND :

Centre national de la danse
Agence comptable
1, rue Victor Hugo
93507 PANTIN

5.2 Désignation des représentants du titulaire

L'opérateur économique attributaire du présent contrat est dénommé dans les pièces contractuelles en tant qu'« attributaire » ou « titulaire ». Le titulaire s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur le nom, la qualité et les fonctions des personnes ayant qualité pour le représenter une semaine avant leur intervention dans le cadre de l'exécution du contrat.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le CND par écrit et communiquer dans les plus brefs délais, un extrait Kbis mentionnant ce changement.

En cas de transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du CND. Le titulaire doit en informer le CND dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le contrat est cédé :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc. ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;
- ☐ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire ;

La cession du contrat acceptée par le CND fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du contrat au nouveau titulaire.

5.3 Informations et autres communications entre les parties

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, toute notification au titulaire (bon de commande ou autre) faisant courir un délai est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception de ladite notification (échanges dématérialisés du type courriels avec AR, recommandés avec AR, remises contre récépissés, télécopies avec AR).

Toutes les autres informations et/ou autres communications entre les parties au présent contrat sont réalisées dans les conditions identiques à celles indiquées au paragraphe précédent ; la même procédure sera suivie que ces informations et autres communications fassent courir un délai ou non.

De même, toutes les informations et/ou autres communications entre les parties au présent contrat visant à l'interprétation d'une mention spécifique ou d'une clause au contrat n'induisant pas la mise en œuvre d'un avenant pourront se faire selon les mêmes modalités.

ARTICLE VI. PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

6.1 Contenu des prix

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, de secrétariat, de reprographie, ainsi que la formation permanente des agents, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

6.2 Détermination et variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 correspondant au mois de remise de l'offre indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix correspondants à la part forfaitaire sont fermes et définitifs sur toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont fermes la première année d'exécution puis révisables annuellement au 1^{er} janvier des années suivantes ; ils sont révisés, en hausse ou en baisse, par application de la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left(\frac{IPP_m}{IPP_0} \right)$$

Indice	Définition
P_r	Prix révisé hors taxes
P_0	Prix initial du marché hors taxes
IPP_0	Dernier indice IPP 010766785 (indice des prix de production des services français aux entreprises françaises - CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public) connu au mois de la remise des offres
IPP_m	Dernier indice IPP 010766785 (indice des prix de production des services français aux entreprises françaises - CPF 81.21 - Nettoyage courant, marché public) connu au mois de la révision du prix

Le coefficient de révision des prix du marché sera calculé avec un arrondi final au millième supérieur.

La **révision des prix est présentée par le titulaire au CND deux (2) mois avant la date de révision** des prix sous la forme d'un tableur Excel (ou équivalent) contenant, a minima :

- La valeur de l'indice utilisé
- Le prix initial et le prix révisé
- La formule

En cas de disparition d'un indice, le calcul de la révision s'effectue sur l'indice de remplacement le plus proche de celui disparu.

Le titulaire informera chaque année le CND, par courrier ou courriel adressé à la direction financière, du détail du calcul du prix révisé, en mentionnant les informations suivantes :

- Les indices utilisés et leur valeur
- Le détail de la formule de calcul
- Le coefficient de révision appliqué

6.3 Présentation des demandes de paiement

Pour le règlement des prestations, le titulaire établira sa/ses facture(s) à l'adresse suivante :

<p>Centre national de la danse Service comptabilité ordonnateur 1 rue Victor Hugo 93507 PANTIN</p>
--

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'indiqué au marché ;
- le numéro et la date du marché,
- la nature et la quantité des prestations,
- les délais de réalisation,
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

Les modalités de règlement des prestations sont les suivantes :

- soit paiement total après réalisation complète des prestations objets du bon de commande ;
- soit paiement selon avancement effectif des prestations et selon la ventilation du prix qui aura été fixé au sein du bon de commande notifié ou du devis qui y serait annexé.

Factures électroniques :

En application de l'article L.2192-1 du CCPub, le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique, selon les modalités ci-dessous.

Une solution mutualisée, mise à disposition par l'État et dénommée « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) doit être utilisée pour le dépôt et la transmission des factures sous forme électronique.

Le titulaire devra utiliser les identifiants du CND suivants, afin de transmettre sa facture sur Chorus Pro :

- Identifiant CND : 41782263200010
- Code service exécutant : SGX

6.4 Délai de paiement, intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Le délai de paiement est de 60 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de ladite demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les dispositions applicables aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont celles fixées aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du CCPub.

6.5 Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance établie, conformément à l'article B.11.1 du CCAG-FCS et selon la nature du titulaire, à 10%¹ ou à 5%², sera octroyée au titulaire sur le montant TTC de chaque bon de commande, sous réserve que ce montant de bon de commande soit supérieur à 50 000 euros HT.

Le règlement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, c'est-à-dire à partir de la date de notification du bon de commande

L'avance n'est pas actualisable.

ARTICLE VII. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG.FCS ; toutefois :

- par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures des opérations de vérification ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant ;

ARTICLE VIII. PENALITES

Les pénalités prévues au présent article s'appliquent par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

En cas de non-respect des délais d'exécution tels que définis à l'article 4.2, de même qu'en cas de non-respect de tout délai d'exécution découlant du présent contrat ou fixé au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3, le titulaire s'expose à des pénalités de retard équivalentes à 200 € HT par jour calendaire de retard³.

ARTICLE IX. SOUS-TRAITANCE

9.1 Désignation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations relevant du contrat sous réserve du respect des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

¹ Taux d'avance applicable aux PME.

² Taux d'avance applicable aux entreprises ne relevant pas de la catégorie des PME.

³ Étant entendu que toute journée commencée compte pour un jour de retard.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation desdites prestations. Il présente également les conditions de paiement du sous-traitant, conformément au **modèle d'acte spécial en cas de sous-traitance (DC4)**, à envoyer via le profil acheteur (PLACE).

Outre les pièces nécessaires à l'analyse préalable tendant à accepter ou refuser le sous-traitant (présentation des capacités techniques et économiques telles que demandées par le pouvoir adjudicateur lors de la mise en concurrence initiale), le titulaire transmet :

- ☐ Déclaration sur l'honneur conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique ;
- ☐ Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant la souscription aux obligations sociales et fiscales ;
- ☐ Extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, (registre du commerce et des sociétés), un extrait D1, (répertoire des métiers), etc. ;
- ☐ Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), en cas de redressement judiciaire ;
- ☐ Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- ☐ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ☐ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ☐ Un RIB pour les coordonnées bancaires ;

Le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle à paiement direct du sous-traitant. Le titulaire retourne à au CND l'exemplaire unique délivré par le CND pour annotation.

Ce sous-traitant ne pourra intervenir qu'après signature par le CND de l'acte de sous-traitance.

9.2 Paiement des sous-traitants

La signature de la facture par le titulaire¹ vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer. Le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le CND à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la T.V.A.

Les dispositions énoncées à l'article 6.4 du présent CCP sont applicables aux sous-traitants.

ARTICLE X. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant au CND ou à des tiers, du fait des prestations objet du contrat et de sa présence sur le site, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs, soit des choses dont il a la garde.

Le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché public. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant au CND qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à communiquer au CND une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie et ce avant tout commencement d'exécution du contrat.

ARTICLE XI. DOCUMENTS A REMETTRE TOUS LES 6 MOIS

11.1 Documents exigibles au titre du code du travail

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, le titulaire doit remettre au CND tous les six (6) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

¹ Ou le mandataire en cas de groupement.

1° S'il est établi en France (article D.8222-5 du code du travail)

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de six (6) mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- un extrait KBIS de moins de trois mois (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle mentionnant le nom, dénomination sociale, adresse et numéro d'immatriculation au RCS ou répertoire des métiers) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

2° S'il est établi à l'étranger (article D. 8222-7 du Code du travail)

- en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification. Si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification, il joint un document mentionnant son identité et son adresse, ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale.
- un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

marches.publics@cnd.fr

11.2 Attestation d'assurance

Par dérogation à l'article 9.2§1 du CCAG-FCS et dans la mesure où celle-ci a déjà été remise préalablement à la notification du présent contrat, le titulaire n'est pas tenu de fournir dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent contrat l'attestation d'assurance visée audit article.

De plus, et par dérogation à l'article 9.2§2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CND et dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le CND peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE XII. MISE EN DEMEURE, RESILIATION

En complément de l'article 41 du CCAG-FCS, et de manière équivalente aux dispositions fixées aux articles 39.2§3 et 39.3§2 du CCAG-FCS, il est précisé qu'aucune indemnité ne sera reconnue au bénéfice du titulaire lors d'une résiliation pour faute. Par ailleurs, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, il est convenu entre les parties que le CND est également dispensé de mettre en œuvre le dispositif de mise en demeure prévu audit article 50.2 dans le cadre d'une résiliation pour faute fondée sur l'article 41.1 « c) » du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42§1 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général est, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 42§2 du CCAG-FCS, prononcée sans aucune autre forme d'indemnité. Cette résiliation pour motif d'intérêt général ne donne donc lieu à aucune forme d'indemnisation¹.

¹ Cf. en ce sens CE 19/02/2012 n°350341 (AB Trans c/ Préfet de la région Bretagne) et CE 10/12/1982 n°22856 (Loiselot)

Quelle que soit sa forme, sa motivation, ou son fondement juridique, toute décision de résiliation du présent contrat est expresse et notifiée au titulaire dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP. Cette résiliation prend effet à la date fixée dans ladite décision ou, à défaut de date mentionnée, à la date de sa notification.

Le cas échéant, en cas de désaccord sur le montant d'une indemnité due, l'article R.2191-31 CCPub s'applique de plein droit.

En outre, en application des articles 11.3.7 et 45 du CCAG-FCS et selon les conditions de mise en œuvre prévues par ces articles, le CND se réserve la possibilité de procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE XIII. LITIGES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent.

ARTICLE XIV. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 2.3.4 du présent CCAP déroge à l'article 6.2 du CCAG-FCS.

L'article III du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article VII du présent CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.

L'article VIII du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

L'article 11.2 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.

L'article XII du présent CCAP déroge aux articles 41.2 et 42 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, selon le choix fait par le titulaire à l'article 5.4 de l'AE, celui-ci est susceptible de constituer une dérogation au CCAG-FCS.